

POUR L'ÉPURATION DU LIVRE

« Désireux de contribuer à la création d'une atmosphère plus saine », les Éditeurs français ont pris l'initiative de retirer du commerce mille soixante-treize ouvrages inscrits dans leurs catalogues.

« Il s'agit — disent-ils dans la circulaire qu'ils adressent aux libraires — de livres qui, par leur esprit tendancieux, ont systématiquement empoisonné l'opinion publique française.

Nous n'avons pas qualité pour apprécier le geste des cent trente-six maisons d'édition qui, d'un élan unanime, ont pris spontanément cette décision.

Loin de nous l'idée de chercher ici querelle à quiconque, et nous tenons à témoigner d'abord en faveur des maisons saines qui ont sauvé, durant ces quelques lustres, l'honneur de la Librairie française et dont le comité de lecture avait

d'autres mobiles que l'appât de gains fastueux.

Il ne s'agit pas de stigmatiser une firme plutôt qu'une autre ou de jeter sur certains ouvrages un anathème qui leur servirait de publicité, mais il paraît nécessaire, en ces jours de reconstruction, de fixer l'histoire des entreprises dissolvantes de certaines éditions françaises qui, si nous n'y prenons garde, reprendront bientôt leur pernicieuse carrière.

Il est indiscutable que, au cours de l'entre-deux guerres, la Librairie ait été marquée par :

- la carence de l'esprit public,
- la démission du sens moral,
- le triomphe du mercantilisme.

L'esprit public s'est laissé informer par les philosophies les plus subversives et les théories les plus débilantes. Les « Faux monnayeurs » ont fait fortune, mais ceux qui ont encaissé les devises frelatées sans en contrôler le titre ni l'effigie demeurent maintenant stupides devant l'inflation frauduleuse des idées et la ruine de leurs traditions.

L'exemple d'André Gide est à ce point de vue typique. Aucun écrivain n'a joui, depuis cinquante ans, d'un prestige aussi incontesté. Personne n'a oublié les jugements portés à son sujet par des critiques de formation aussi différente que Charles Maurras, Paul Valéry, François Mauriac ou Ramon Fernandez.

Nos petits-fils — s'ils sont encore séduits par la prose ondoyante de tels écrivains — se demanderont comment on a pu prendre pour des chefs d'école des entrepreneurs de démolitions, comment, durant de si longues années, l'esprit public a révélé une telle carence.

C'est qu'en même temps le sens moral était anesthésié chez un grand nombre de Français : l'esprit s'abandonnant, la volonté démissionnait.

Comment expliquer autrement l'extraordinaire floraison du roman de « mauvaises » mœurs où s'alliaient l'ordure et le talent ?

On voudrait pouvoir faire ici sans passion le procès des auteurs et des éditeurs qui ont intoxiqué cette génération.

Il s'agit d'ailleurs autant de morale que de goût. Et nous devons, au nom de l'esthétique pure, nous élever contre cet épandage de boue qui, sous le regard d'un Etat sans pudeur, a envahi les librairies et les kiosques pendant vingt ans.

Nous n'avons rien oublié, et, quand sonnera l'heure du règlement de comptes, il faudra remettre au jour ces catalogues, ces « prières d'insérer », ces « bandes » racoleuses et les placards d'une publicité éhontée. A tout coup, l'entremetteur gagnait ; les tirages s'enflaient : les bénéfiques n'avaient pas d'odeur.

Le relent de ces ordures empoisonne toujours l'atmosphère, et le snobisme créé par les mercantis du livre ne s'est pas évanoui. Les coupables, un moment terrés dans les retraites de l'ombre, s'insinuent à nouveau dans leurs officines et préparent leurs campagne d'après guerre.

Nous ne les laisserons pas faire.

Dans la France renouée, il ne doit plus y avoir place que pour la santé et pour la vérité.

A. JANVIER.

21 Nov. 1940